



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ

du 17 JUIN 2013

mettant la société ICADE en demeure  
de respecter des dispositions pour l'exploitation de son installation  
située 3-5 rue de Dieppe à Strasbourg

Le Préfet de la Région Alsace  
Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup>, et notamment son article L 514-1,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 autorisant la société SIICINVEST SAL à exploiter un entrepôt de stockage sur son site situé 3-5 rue de Dieppe à Strasbourg,
- VU l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510,
- VU les constats relevés par l'inspection des installations classées au cours de la visite d'inspection du 30 avril 2013 sur site,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas déclaré le changement d'exploitant au profit de la société ICADE,

CONSIDÉRANT que les dispositifs permettant de confiner les eaux d'extinction ne sont pas actionnables en toutes circonstances car le personnel n'est pas formé à leur utilisation,

CONSIDÉRANT qu'il n'existe pas de voie maintenue dégagée pour la circulation sur la totalité du périmètre de chaque entrepôt et que cette voie ne permet pas l'accès des engins de secours des sapeurs pompiers et leur croisement,

CONSIDÉRANT que les issues de secours côté ouest le long de la voie ferrée ne permettent pas un dégagement et une évacuation rapide du personnel en toute sécurité,

CONSIDÉRANT que sont par conséquent réunies les conditions d'application de la procédure de mise en demeure préfectorale définie à l'article L.514-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> :

La société ICADE est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite au 3-5 rue de Dieppe à Strasbourg, de respecter sous 6 mois les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 23 février 2009 reprises ci-après :

article 5 : « si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. »

article 9.2.4: « Les organes de commande nécessaires à la mise en service des dispositifs de confinement sont constitués par une vanne de barrage située à l'extrémité du réseau d'évacuation des eaux pluviales. La vanne est à double commande: automatique, asservie à la détection incendie et manuelle. Les dispositifs doivent rester opérationnels et pouvoir être actionnés en toutes circonstances y compris en période de gel. »

article 15.3: « Les bâtiments sont facilement accessibles par les services de secours; en particulier, les entrepôts doivent être en permanence accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur la totalité du périmètre de chaque entrepôt. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs pompiers et les croisements de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum. »

« Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide ».

#### Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.

#### Article 3 : Frais

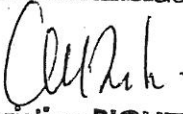
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société ICADE.

#### Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,  
le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace (service de l'inspection des installations classées),  
le Maire de STRASBOURG,  
le Directeur départemental de la sécurité publique,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société ICADE.

Le Préfet  
**P. le Préfet,**  
Le Secrétaire Général

  
Christian RIGUET

#### Délais et voie de recours

Art. R 421-1 du Code de Justice Administrative

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.